

Michel CHAUVIÈRE, *Le travail social dans l'action publique. Sociologie d'une qualification controversée.*

Paris, Dunod, coll. Action sociale, 2004, 304 p.

Michel Chauvière – sociologue, directeur de recherche au CNRS – est un témoin privilégié (et un compagnon de route) des évolutions professionnelles et structurelles du travail social en France. Ce livre en est un exemple patent. La sociologie qu'il propose est le fruit d'une réflexion qui tient autant à la trajectoire de l'auteur dans ce champ – ce, depuis plus de trois décennies (de stagiaire à conseiller en passant par l'enseignement et, bien sûr, la recherche) – qu'à certains ancrages militants dont on mesure l'implication au fil de la lecture (l'auteur a été l'un des principaux acteurs des États généraux du social d'octobre 2004). Michel Chauvière expose, avec conviction, le projet de l'ouvrage écrit parfois à la manière d'un manifeste : « Après tant d'années passionnantes passées à fréquenter les dédales de cet "atelier permanent du social", il était temps pour moi de rassembler ce que j'ai appris de l'intervention sociale et de la qualification professionnelle » (p. 7). Toutefois, ce livre dépasse la restitution d'expériences ou la réécriture de travaux déjà publiés (gageons qu'il reste encore quelques belles années à l'auteur avant de nous livrer son « bilan ») ; il offre une description fouillée des principaux facteurs de transformation du travail social qui éclaire utilement le lecteur sur le devenir de l'action publique dans ce domaine et permet de mieux comprendre les débats majeurs sur la qualification des professions sociales. En l'espèce, Michel Chauvière affirme avoir « acquis la conviction que l'économie de tout le "travail social" gagnerait à être beaucoup plus nettement rapportée à la problématique de l'action publique, comme telle » (p. 16). Ce qui est évidemment riche de conséquences analytiques et pratiques.

L'ensemble s'organise autour de deux parties et quatre chapitres. Dans la première, l'auteur passe en revue ses propres études et celles faisant référence sur le social en actes et en discours. La

dimension historique, toujours présente, permet de bien cerner l'émergence et l'évolution du « traitement social de la question sociale » (p. 25). Les éclairages sur les différentes dynamiques de mutation du champ, malgré leur concision, constituent une excellente mise en perspective. Cette partie permet au lecteur de se (re)familiariser avec les évolutions et chantiers de professionnalisation du travail social et les « éléments de sa grammaire professionnelle » (p. 108). La seconde partie, plus prospective, amène à réfléchir sur « les défis du tournant social-libéral ». C'est dans le chapitre 3 que se développe l'une des principales idées forces de l'ouvrage : la marchandisation du social en France et corrélativement, la « privatisation rampante de l'action publique » (p. 259). Le propos est sans ambiguïté : « Nous sommes clairement entrés dans l'économie du marché généralisé. Le social devient à son tour marchandise et la notion d'usager, qui connaît une certaine vogue, fait le passage de la référence, hier encore structurante, au service public et la citoyenneté, à celle du marché, non loin du consumérisme des marchandises » (pp. 138-139). Dans une section sur l'hégémonie du mode marchand-communicationnel (pp. 134-149), on relèvera – car c'est assez rare – la place faite à l'impact des technologies de l'information et de la communication et au développement de la téléphonie sociale. Pour les TIC, sans toutefois s'appuyer sur l'ensemble des travaux actuels problématisant le lien entre communication et social, l'auteur souligne dès l'abord que « l'explosion de l'information et du numérique [...] tend à peser également sur le "faire société", à formater d'abord en douceur puis de plus en plus visiblement nos modes d'action et même nos manières de penser le social » (p. 139). Au fil du développement, il interroge l'émergence, le caractère novateur – pour lui, révélateur des incertitudes sur la nature de la question sociale – des services d'aide personnalisée à distance *via* le téléphone ; il définit la téléphonie sociale comme une « nouvelle administration des peurs, tout à la fois individuelle et de masse [...] qui marque la sortie du paradigme du face-à-face [et] renforce également l'impératif de traitement immédiat, en temps

réel » (p. 149). Des observations qui appellent encore bien des démonstrations, mais qui montrent surtout – s'il le fallait encore – le cadre incertain dans lequel évoluent les missions des organismes gestionnaires d'intervention sociale. Au point que l'ouvrage se clôt sur cette conclusion un rien provocatrice : « Et si le travail social n'existait pas ? ». Finalement, à lire ces pages, on ne sait plus si l'on doit se réjouir des controverses sans cesse renouvelées sur ce champ professionnel tant la question du « qui fait quoi » quand il prétend faire du social, reste encore (malgré les expertises savantes produites depuis les années 80, les injonctions et rénovations législatives récentes) en suspens...

Assurément, Michel Chauvière a produit un ouvrage de synthèse appelé à devenir un livre de référence. Filant la métaphore militaire souvent employée par l'auteur (front, étendard, tourmente, stratégie, etc.), il donne des munitions aux professionnels du social qui – dans leur quête de légitimité et de reconnaissance pour leur professionnalité –, doivent maintenant livrer la « bataille [décisive] de la qualification » (p. 254). Il faut signaler la bibliographie très complète (plus de 300 références) permettant au lecteur d'approfondir les nombreux travaux de l'auteur et d'en découvrir d'autres ayant largement contribué, dans la dernière décennie, à analyser les dynamiques à l'œuvre. L'ouvrage intéressera aussi ceux et celles qui s'interrogent sur la genèse et les enjeux de l'action publique d'orientation sociale dans notre pays, dit solidaire.

Vincent Meyer

CREM, université Paul Verlaine-Metz
Vincent.Meyer57@wanadoo.fr

Lilian MATHIEU, *Comment lutter ?*

Sociologie et mouvements sociaux.

Paris, Éd. Textuel, coll. La discorde, 2004,
206 p.

Lilian Mathieu, docteur en science politique (université Paris 10) et chargé de recherche au CNRS, propose ici un ouvrage original. Fort de ses expériences de recherche (mobilisations de prostituées, lutte contre la double peine, milieu associatif de lutte contre le sida, mouvement altermondialiste,

groupuscules d'extrême droite), son projet se rapproche sur la forme d'un manuel de sociologie des mouvements sociaux. L'auteur se propose ainsi d'explorer de manière critique les approches les plus utilisées actuellement dans ce champ d'investigation. Ce faisant, il évite la redondance avec les manuels classiques en ne revenant pas sur certaines théories obsolètes comme celles de Gustave Le Bon ou de Gabriel Tarde sur la psychologie des foules par exemple, déjà bien présentées par ailleurs (voir notamment les manuels d'Érik Neveu ou de Olivier Filleule et Cécile Péchu). Comme en témoigne le choix du titre, notamment le fait d'avoir préféré *Sociologie et mouvements sociaux* au traditionnel « sociologie des mouvements sociaux », Lilian Mathieu s'adresse aux étudiants et chercheurs en sciences sociales, mais aussi aux militants. Ces derniers pourront y trouver des outils leur permettant de développer une vision réflexive de leurs pratiques. L'ouvrage part d'un double constat : on assiste depuis une quinzaine d'années au développement d'un mouvement altermondialiste d'une part, et à un accroissement des recherches en sociologie des mouvements sociaux de l'autre. Le plan de *Comment lutter ?* le distingue également des manuels plus classiques. Plutôt que de proposer une rétrospective des différentes théories ayant jalonné l'histoire de la sociologie des mobilisations, l'ouvrage est structuré autour des grandes questions (8 chapitres) que tout chercheur ou militant se pose – ou doit se poser – face à un tel objet.

« Qu'est-ce qu'un mouvement social ? ». Dans ce premier chapitre, Lilian Mathieu propose de dessiner les contours de la notion de mouvement social. Il désigne la dimension collective comme enjeu de la mobilisation, produite dans un espace de coopérations, de concurrences voire de conflits. Il relève également la nécessité pour les agents de disposer d'un certain nombre de ressources (compétence politique), ce qui relativise l'idée selon laquelle l'action contestataire ne serait que le mode d'expression politique des groupes situés « du mauvais côté des rapports de force » (p. 20). De fait, la mobilisation est plus